



COMMUNIQUE du 25 mai 2018

Ouverture à la concurrence des Concessions Hydroélectriques

Les Organisations Syndicales CFDT, CFE-CGC, CGT et FO des entreprises CNR, EDF et SHEM se sont réunies ce mercredi 23 mai 2018 à LYON pour conforter leur position contre la Mise en Demeure (MeD) de la France et l'ouverture à la concurrence des concessions hydroélectriques.

Ils réaffirment leur volonté de défendre la filière hydraulique dans le cadre du service public, pour l'intérêt général

Aujourd'hui, ce sont les trois opérateurs historiques que le gouvernement Français doit soutenir dans le dossier MeD et ouverture à la concurrence (OC).

L'interfédérale réaffirme sa position, à savoir :

- ⇒ La demande de classement sans suite de la Mise en demeure.
- ⇒ Le maintien des opérateurs historiques pour conserver l'équilibre global du système électrique et la bonne régulation de la production d'électricité renouvelable.
- ⇒ Le renouvellement des concessions hydroélectriques ne doit pas se regarder uniquement sous l'angle de la concurrence et du profit financier. Les volets industriels, sociaux, environnementaux ainsi que celui des emplois et des compétences sont prioritaires.

L'interfédérale est pour les prolongations des concessions en faveur de l'emploi dans les territoires, ce qui permettra des investissements sur de longues durées.

L'interfédérale affirme qu'il est urgent d'investir à un maintien minimum de la qualité de nos installations au bénéfice de la sûreté.

Elle rappelle le rôle majeur de la production hydroélectrique, garant de la sûreté du système électrique et de la sécurité des approvisionnements énergétiques du pays.

Par ailleurs, l'hydroélectricité est indispensable à la réalisation de plusieurs missions d'intérêt général, notamment la gestion de la ressource en eau du pays, un bien commun.

Ces dernières années, les 4 organisations syndicales françaises et 2 fédérations syndicales européennes Industriall et Epsu ont su amener la pédagogie nécessaire au bon sens dans la conduite de ce dossier. **Pour autant, nous continuons à réaffirmer TOUS ENSEMBLE nos revendications et nous appelons le gouvernement français à prendre ses responsabilités et à soutenir l'hydroélectricité en France.**

Un RDV est déjà programmé avec M. VETSAGER le 10 Septembre 2018 et une initiative de terrain est en réflexion par l'ensemble des acteurs, en attendant, SIGNEZ LA PETITION :

www.change.org/p/emmanuel-macron-oui-au-service-public-de-l-électricité-et-du-gaz